

Dénominations des alternatives végétales : l'Europe rétropédale et ne rendra finalement pas sa décision aujourd'hui. HappyVore y voit une lueur d'espoir



Le steak végétal HappyVore est concerné par l'amendement qui vise à interdire les appellations "viande" pour les produits contenant des protéines végétales.

À Paris, le 11 décembre. À l'heure où toute l'industrie du végétal tremble, l'Europe ne rendra finalement pas sa décision aujourd'hui sur le sort qu'elle réserve aux appellations des produits végétaux. Pour HappyVore, ce report est une bonne chose.

"Ce débat est devenu un débat public, l'Europe doit prendre ses responsabilités et mesurer l'impact qu'une telle décision pourrait avoir sur le quotidien des consommateurs." déclare Guillaume Dubois, fondateur de HappyVore.

Si l'issue de ce trilogue en arrive à l'interdiction d'appeler un steak végétal, un steak, c'est toute la filière agroalimentaire végétale européenne qui serait freinée dans son développement. En limitant la lisibilité des alternatives végétales, l'Union européenne fragiliserait l'innovation, l'investissement et la capacité de ses entreprises à rivaliser à l'international sur un marché en pleine mutation. Au lieu d'accompagner la transition vers une alimentation plus durable, la mesure ralentirait l'essor des alternatives végétales en pénalisant la transparence et la lisibilité de l'offre.

Des expressions courantes comme « burger végétal » ou « saucisse végétale » seraient menacées d'interdiction, alors même qu'elles permettent aux consommateurs d'identifier immédiatement les alternatives à base de plantes. 80 % des Européens déclarent ne pas être gênés par l'usage de termes comme « burger » ou « saucisse » dès lors que l'étiquetage est clair selon une étude réalisée par l'Organisation européenne des consommateurs^[1].

Cette séquence intervient alors même qu'en France, la tentative de généraliser le Nutri-Score via le PLFSS 2026 est finalement rejetée par l'Assemblée nationale le 3 décembre, après un premier vote favorable début novembre et une opposition du Sénat. Cette instabilité illustre une tension croissante autour de l'information du consommateur : les outils de transparence gagnent du terrain, mais se heurtent à des résistances sectorielles et à des arbitrages politiques fluctuants.

Sur le plan nutritionnel, l'étude scientifique publiée en 2022 dans *Plant-based animal product alternatives are healthier and more environmentally sustainable than animal products*, explique que si les produits végétaux ultra-transformés ne remplacent pas l'intérêt d'une alimentation fondée sur des végétaux bruts, leur substitution à certains produits animaux comparables sont meilleurs pour la santé et l'environnement.^[2]

HappyVore rappelle que l'Union européenne identifie la baisse de la consommation de viande et le développement des alternatives végétales comme des leviers clés de sa stratégie en matière de climat et de santé publique. Une réglementation qui rend plus difficile la mise en avant

des bénéfices des alternatives végétales envoie un signal contradictoire aux citoyens comme aux acteurs économiques.

HappyVore alerte sur les conséquences pour la transition alimentaire

Acteur français de référence sur les alternatives végétales, HappyVore alerte sur les effets qu'une telle interdiction pourrait avoir, tant pour l'information des consommateurs que pour la transition alimentaire en Europe.

"Cette potentielle interdiction est un contresens. Nos alternatives végétales apportent aux consommateurs une option gourmande, saine et durable. En interdisant ces appellations auxquelles les consommateurs sont attachés, on tente de freiner le développement de la catégorie alors qu'on devrait soutenir son expansion. Cela ne nous arrêtera pas, notre mission a toujours été la même depuis le lancement d'HappyVore : réduire notre impact environnemental en végétalisant les assiettes des français et peut-être un jour celle des européens..." déclare Guillaume Dubois, fondateur de HappyVore.

Un appel à une réglementation cohérente avec les objectifs climatiques de l'UE

HappyVore appelle les institutions européennes à :

- Garantir le droit d'informer clairement sur les caractéristiques et bénéfices des alternatives végétales ;
- Éviter toute distorsion de concurrence entre produits d'origine animale et produits d'origine végétale ;
- Réviser le périmètre des interdictions qui pourraient être retenues afin d'adopter un cadre proportionné et cohérent avec les objectifs climatiques et de santé publique de l'Union européenne.

Fidèle à sa mission, HappyVore continuera à œuvrer pour offrir une alimentation plus diversifiée, plus saine et plus respectueuse de l'environnement. Depuis sa création, l'entreprise estime avoir permis d'économiser plus de 50 millions de kg de CO₂ grâce à la substitution de produits d'origine animale par des alternatives végétales. Dans ce contexte, HappyVore prépare sa riposte aux côtés des acteurs de la filière pour défendre une information loyale, compréhensible et non discriminatoire pour les consommateurs.

À propos de HappyVore

Entreprise de 150 salariés, certifiée B Corporation®, lancée en 2019 par Guillaume Dubois, HappyVore permet à chacun de réduire sa consommation de viande grâce à ses alternatives gourmandes et variées. Ses produits sains avec très peu de gras saturés, respectueux de l'environnement, reprennent les codes de la viande en saveur, en texture et en cuisine. Disponible dans plus de 7 500 points de vente sur tout le territoire national, dans plus de 5 000 restaurants et sur la boutique en ligne de la marque, la gamme HappyVore compte désormais plus de 20 produits.

[1] https://www.beuc.eu/sites/default/files/publications/beuc-x-2020-042_consumers_and_the_transitio%20n_to_sustainable_food.pdf

[2] <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2666833522000612>.